

## Dynamique des conflits armés en province de l'Ituri de 1999 à 2015

*Jean TSUMBU GBORO*

Enseignant-chercheur en Science politique, Université de Bunia, Province de l'Ituri, RD Congo

---

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** From 1999 to 2015, armed conflicts persist in the Province of Ituri. What justifies this persistence? How to analyze its dynamics? In order to answer these questions, we set out to present the context of the emergence of armed conflicts in Ituri and to analyze its dynamics.

After analysis, we have come to the conclusion that the multiplicity of actors (state and non-state) involved in these conflicts with different issues is not conducive to the effective resolution of these armed conflicts. These conflicts emerged in a fragile state where Laurent Désiré Kabila's regional and international allies had wagered the end of his regime. In its dynamics, these conflicts favored the creation of different local armed groups, first on an ethnic basis, and then on the basis of several interests following the evolution of internal, regional and international socio-political relations. This justifies the play of alliances and counter-alliances between different actors and consequently the persistence of these armed conflicts.

**KEYWORDS:** armed conflicts, internal actors, external actors, persistence.

**RESUME:** De 1999 à 2015, les conflits armés persistent en Province de l'Ituri. Qu'est-ce qui justifie cette persistance ? Comment analyser sa dynamique? En vue de répondre à ces questions, nous nous sommes fixé pour objectif de présenter le contexte de l'émergence des conflits armés en Ituri et d'analyser sa dynamique.

Après analyse nous avons abouti aux résultats selon lesquels la multiplicité des acteurs (étatiques et non étatiques) impliqués dans ces conflits avec des enjeux divers n'est pas de nature à favoriser la résolution efficace de ces conflits armés. Ces conflits ont émergés dans un contexte d'Etat fragile où les alliés régionaux et internationaux de Laurent Désiré Kabila avaient parié la fin de son régime. Dans sa dynamique, ces conflits ont favorisé la création des différents groupes armés locaux d'abord sur base ethnique, ensuite sur fond de plusieurs intérêts suivant l'évolution des rapports socio-politiques interne, régional et international. Ainsi se justifie les jeux d'alliances et contre-alliances entre différents acteurs et par ricochet la persistance de ces conflits armés.

**MOTS-CLEFS:** conflits armés, acteurs internes, acteurs externes, persistance.

### 1 INTRODUCTION

Dans les régimes où la lutte politique ne peut se dérouler ouvertement, il existe diverses organisations partisans qui interviennent dans le combat politique. Ces organisations sont prohibées au moment où elles se fixent pour objectifs de renverser l'ordre politique établi.

Pour ce faire, les alliances interviennent en vue de consolider leurs actions. A ce titre, Julien FREUND<sup>1</sup> souligne que, pour compenser leur faiblesse ou bien accroître leur puissance, les unités politiques sont amenées à lier l'amitié avec d'autres sur la base soit d'une assistance, soit d'une garantie unilatérale.

---

<sup>1</sup> FREUND, J., *Qu'est-ce que la politique*, Ed. du Seuil, Coll. Points, Paris, 1967, p.45

L'alliance apparaît comme de la protection et de la sécurité pour les uns et les autres. Cela est fonction de la contribution des uns et des autres dans l'amitié ainsi créée.

Certains analystes des conflits armés en Afrique pensent qu'ils relèveraient des oppositions identitaires. Ils s'inscrivent dans le paradigme « identités ethniques » soutenu par les spécialistes en relations internationales pour qui, les conflits armés en Afrique sont des *conflits ethniques* provoqués par des hordes de barbares qui, agrippés aux oripeaux de la féodalité, rejettent la modernité symbolisée par le modèle de l'Etat-nation et la culture occidentale en tant que bienfait de la colonisation<sup>2</sup>.

La théorie réaliste postule pourtant que, l'impossibilité dans laquelle l'humanité est placée de satisfaire ses besoins en ressources naturelles trouve ses origines dans la répartition inégale de celles-ci. Pour ce faire, les Etats qui en sont dépourvus et dont la dynamique démographique est forte, sont obligés pour leur survie (théorie de l'espace vital) de s'en procurer ailleurs. Et ce, non point par les vertus de la loi du marché (multilatéralisme), mais plutôt par celles de l'usage de la force.

Pour MWAYILA TSHIYEMBE, le fait qu'un Etat s'empare par la force des ressources d'un autre Etat, est constitutif d'une **agression**, acte illégal s'il en est, banni par la charte de l'ONU (article 2), suscitant la légitime défense individuelle ou collective de l'Etat victime (article 51, charte de l'ONU).

Avec la fin de la guerre froide, tous les espoirs étaient permis de voir la RDC renouer avec la paix durable. Contre toute attente, elle est devenue depuis 1990 le théâtre des conflits des diverses formes<sup>3</sup>.

En 1996, il s'est créé un mouvement subversif contre le régime de MOBUTU dénommé : « Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL/C). Cette alliance a mené sa guerre pendant sept mois soit d'octobre 1996 à mai 1997. Elle fut soutenue par les armées rwandaises et Ougandaises.

En août 1998, la RDC connut une deuxième opposition armée. Cette fois là contre le régime de Laurent KABILA et plus tard celui de Joseph KABILA. Dans sa dynamique, ces conflits armés ont opposé plusieurs groupes qualifiés soit des mouvements politico-militaires, soit des groupes armés, soit des milices armés. Toute l'étendue de la République en fut touchée.

Malgré la signature de Sun City qui a mis fin à la belligérance entre certains de ces mouvements armés et institué un régime politique « sui generis » ayant conduit aux élections de 2006 ; malgré les signatures des différents accords pour la pacification, la stabilisation et la consolidation de la paix, la province de l'Ituri aux frontières de la République de l'Ouganda et du Soudan du Sud est demeurée un théâtre des conflits armés. De 1997 à 2016, les conflits armés y persistent. Qu'est-ce qui justifie cette persistance ? Comment analyser sa dynamique ?

La persistance de ces conflits se justifie par la multiplicité de ses acteurs aussi bien internes qu'externes. Sa dynamique s'analyse à travers les jeux d'alliances et de contre-alliances entre ces différents acteurs variant selon les contextes et l'évolution politique en République Démocratique du Congo.

Cette étude se fixe pour objectif de présenter le contexte de l'émergence des conflits armés en Ituri et d'analyser sa dynamique. Elle est structurée en deux sections. La première section porte sur le contexte de l'émergence des conflits armés en Ituri et la seconde analyse la dynamique de ces conflits armés.

Le recours à la méthode géopolitique nous a été d'un grand apport pour conduire à bien notre réflexion afin d'atteindre l'objectif sus évoqué. En effet, pour Thual<sup>4</sup>, l'analyse géopolitique *repose, in fine*, sur *“sept questions à se poser : qui veut quoi, pourquoi, comment, avec qui, contre qui, où, quand ?”* Trois techniques ont soutenu cette méthode : la technique documentaire, l'entretien et l'analyse de contenu.

## 2 CONTEXTE DE L'EMERGENCE DE DIFFERENTS GROUPES ARMES EN PROVINCE DE L'ITURI DE 1999 A 2015

Il faut reconnaître la situation de l'**Etat fragile congolais** qui prévaut depuis deux décennies en Ituri. Des vastes étendues des villages échappent au contrôle du pouvoir central et demeure sous l'emprise des groupes armés locales.

<sup>2</sup> Mwayila Tshiyembe, *Autopsie des conflits armés en Afrique selon l'approche stratégique-polémologique*, disponible sur [www.fcsuan.org](http://www.fcsuan.org), consulté le 31 décembre 2015

<sup>3</sup> Mwayila Tshiyembe, *op.cit*

<sup>4</sup> Chretien J.P., « Géopolitique de l'Afrique, région des Grands Lacs », disponible sur <http://www.diploweb.com-géopolitiquedel'afrique,régiondegrands-Lacs>. Consulté, le 15 novembre 2015

De toute l'analyse axée sur les agissements politico-militaires dans l'intervalle que nous avons délimité pour notre étude, il ressort que, de temps à autres, les groupes armés locaux ont joué un grand rôle dans la persistance des conflits armés en Ituri. Ils ont été à la fois acteurs et victimes de leurs entreprises.

A admettre les hypothèses de Ballentine K. et Sherman J., dans la plupart des cas, les guerres civiles sont des conséquences de manque d'interaction entre des facteurs économiques et des facteurs politiques, socio-économiques et sécuritaires. Néanmoins, dans certains cas l'accès aux ressources économiques est d'une importance significative pour la création d'une « structure d'opportunités » permettant aux belligérants de prolonger le conflit et de rester sur le champ de bataille<sup>5</sup>

Dans sa recherche sur la dynamique des conflits armés en Afrique, LUNTUMBWE affirme que la majorité des conflits survenant sur le continent africain sont des conflits intra-étatiques<sup>6</sup>. La compréhension des conditions de leur émergence, dans leurs contextes spécifiques, est un précieux outil pour l'élaboration d'initiatives préventives ou des réponses ajustées lorsqu'une situation est en passe de se dégrader. En effet ces conflits émergent pour une variété de raisons complexes.

Cependant, d'une manière générale, il est admis que l'avènement de situations conflictuelles est en partie lié aux processus de mutations sociales que connaissent toutes les sociétés<sup>7</sup>. Dans son acception la plus large, la notion de conflit-entendue comme l'expression d'intérêts opposés entre au moins deux parties- ne renvoie pas nécessairement à un phénomène négatif au départ. Ce qui est en jeu, c'est surtout la manière dont les sociétés répondent aux conflits émergents.

Des différentes luttes armées qui ont eu lieu en Ituri, celles opposant les Hema et les Lendu du territoire d'Irumu ont connu un développement à plusieurs vitesses en 1911, 1923, 1966, 1971, 1979, 1981, 1992 et 1999. La plus meurtrière et la plus longue est celle qui a embrasé toute la région de l'Ituri depuis 1999. Ceci est dû à sa multi dimensionnalité et au moment de son apparition.

Dans un monde d'interdépendance, une prise de pouvoir quelle qu'elle soit, a toujours été une question d'alliances. Les facteurs structurants tels que le changement de régime politique, notamment le passage d'un système monopartite à un modèle multipartite est un bon exemple de catalyseur de tensions. En 1997, trois ans après le génocide Rwandais, Laurent Désiré Kabila arrive au pouvoir en République Démocratique du Congo après avoir conquis l'ensemble du territoire national en sept mois soit d'octobre 1996 à mai 1997. La grande question à se poser serait celle de savoir comment il y est si rapidement parvenu alors que les forces armées zairoises n'étaient pas encore totalement désarticulées ? La réponse se retrouverait dans ce que Boulada J.P appelle « équation de la raison d'Etat »<sup>8</sup>.

En effet, le conflit armé de 1999 en Ituri a vu son émergence dans un contexte de guerre contre le pouvoir de Laurent Désiré Kabila. Dépeignant les raisons avancées pour l'évincer de son pouvoir, Boulada J.P<sup>9</sup> affirme qu'en l'espace de quelques mois, après l'échec de coup d'Etat contre LD KABILA en juillet 1998, la RDC, unie jusqu'alors sur toute l'étendue du territoire, s'est trouvée divisée en trois zones distinctes: zone sous autorité de LD KABILA basée à Kinshasa, zone sous administration du Rassemblement Congolais pour la Démocratie(RCD) à Goma et zone sous administration du Mouvement pour la libération du Congo(MLC) avec son quartier général à Gbadolite.

Dans la zone sous contrôle du RCD, il s'est vite créé une dissidence qui a donné naissance au Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Mouvement de Libération avec Ernest WAMBA DIA WAMBA soutenu par l'Ouganda. Ce fut à Kisangani où, pour sceller la séparation entre les alliés du RCD, les armées Ougandaise et Rwandaise se livrèrent deux combats en mai et juin 1999. En juin 1999, l'Ouganda établit le quartier général du RCD-K/ML à Bunia. Ceci après que la communauté internationale ait décidé de la démilitarisation de la ville de Kisangani. WAMBA DIA WAMBA arrive à Bunia, chef lieu de la province de l'Ituri, alors qu'il y avait déjà un conflit foncier opposant un concessionnaire Hema à la population Lendu à Libi en chefferie de Walendu Pitsi en territoire de Djugu depuis mai 1999.

---

<sup>5</sup> Ballentine K. et Sherman J., cité par Tsumbu Gboro et SIMBA AKOKOLA, « enjeux socio-économiques du conflit interethnique et restauration de l'autorité de l'Etat en Ituri, in Revue de l'IRSA, août 2009, numéro 14

<sup>6</sup> Luntumbwe M., « Groupes armés, conflit et gouvernance en Afrique de l'Ouest : une grille de lecture », Note d'Analyse du GRIP, 27 janvier 2012, Bruxelles, pp. 3-4.

<sup>7</sup> Malinowski B., « Les dynamiques de l'évolution culturelle, 1941 », disponible sur [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html), consulté le 10 juin 2016

<sup>8</sup> Boulada J.P., « conflits armés en Afrique : classification, causes et alternatives », disponible sur <https://www.survie67.free.fr>, consulté le 21 juin 2016

<sup>9</sup> Idem, pp 15-16

Bien avant juin 1999, le 19 janvier 1999, le Général KAZINI, alors commandant des opérations de l'UPDF avait déjà fait de Madame LOTSOVE MUGISA (un sujet hema du territoire de Djugu), gouverneur de la Province de l'Ituri. Une province de fait répondant à la logique de la territorialisation des espaces sous contrôle rebelle dans un Etat en déliquescence.

Dès lors, le choix de Bunia (chef lieu de la Province de l'Ituri) par le pouvoir politique Ougandais comme quartier général de l'UPDF dut bouleverser le Général KAZINI qui tenait à demeurer seul maître de l'Ituri. L'avènement du RCD-K/ML avec WAMBA DIA WAMBA bouleversa le processus de résolution de conflit foncier entamé depuis le mois de mai 1999 entre ce concessionnaire Hema et la population lendu. Stratégiquement, en vue de l'implantation et de la légitimation de son pouvoir, WAMBA résolut de s'allier à TIBASIMA (Hema du territoire d'Irumu) et DHEWI BATSI (Lendu du territoire de Djugu). Ainsi il réussit à fragiliser voire effacer celui de LOTSOVE et obtint la confiance des panafricanistes proche du pouvoir de MUSEVENI<sup>10</sup>. Ce manque a priori de compromis sur le quartier général de la nouvelle rébellion et ses dirigeants politiques a amplifié le conflit en Ituri passant de simple conflit foncier au conflit armé opposant les milices armées soit par les hommes de WAMBA soit par les hommes de KAZINI.

Si le problème foncier a été avancé comme élément déclencheur des violences armées en Ituri, les autres aspects ci-après ont exacerbé ce conflit :

## 2.1 L'ABSENCE DE L'ETAT

L'Ituri était administré par une rébellion qui était à tout moment miné par des crises internes. Cette tension permanente au sein du RCD d'abord et RCD-ML ensuite entraîna de plus en plus la désintégration administrative de l'Ituri. Cette entité fut subdivisée en plusieurs entités autonomes sous contrôle respectivement du MLC de Jean pierre BEMBA, du RCD-K/ML de MBUSA NYAMWISI, de l'UPC de Thomas LUBANGA, Du FNI de Floribert NDJABU, de la FRPI de Germain KATANGA, du PUSIC de Yves KAHWA et des FAPC de Jérôme KAKWAVU.

## 2.2 LA MANIPULATION DES COMMUNAUTÉS ETHNIQUES PAR L'ÉLITE INTELLECTUELLE, POLITIQUE, ÉCONOMIQUE

A l'absence de l'Etat, les acteurs politiques, individuels et/ou collectifs, se sont organisés en forces d'auto-défense communautaire et en mouvements politico-militaire. Sur fond soit de la lutte pour la protection de leurs communautés, soit de la conquête du pouvoir, soit encore de la reconquête du pouvoir, chacun de ces acteurs ou groupe d'acteurs a organisé sa stratégie des opérations : stratégie de mobilisation des hommes sur base ethnique, stratégie de mobilisation des fonds à titre d'effort de guerre, stratégie de conservation de l'influence politique.

## 2.3 L'IMPLICATION DANS LE CONFLIT DES PAYS VOISINS, COMME L'UGANDA ET LE RWANDA

En effet, dans un contexte de non Etat, certains pays qui partagent les frontières avec l'Ituri, après avoir allumé le feu, trouveront l'occasion d'entrer en RDC pour exploiter ses richesses naturelles et s'adonneront à la formation militaire des différents miliciens à qui ils livrèrent armes et munitions. C'est dans ce contexte que la population et les miliciens seront manipulés et instrumentalisés par des forces extérieures.

La médiatisation des groupes ethniques dans les conflits armés de l'Ituri voile les vrais instigateurs et les véritables mobiles de ces conflits. La raison d'être de toute une constellation d'acteurs politico-militaires et économique dans cette conflictualité armée est très éloquent pour montrer à suffisance que ces conflits ont été pensés et planifiés dans une sphère externe de l'Ituri. A l'instar de Léonard N'sanda Buleli<sup>11</sup>, nous sommes persuadés que la forme et l'intensité qu'avait prises l'ethnicité sur la scène politique locale en Ituri demeurent conditionnées par les stratégies politiques savamment montées par les entrepreneurs dudit conflit armé.

Tout comme LOTSOVE, MBUSA et TIBASIMA obtinrent le soutien de l'Ouganda en nouant des **relations d'affaires** avec le brigadier KAZINI et le général SALIM SALEH, demi-frère influent du Président Ougandais YOWERI MUSEVENI; ils les aidèrent ainsi à bénéficier des ressources naturelles du Congo<sup>12</sup>.

<sup>10</sup> Entretien du 25 mars 2016 avec un ancien membre du RCD, puis proche de Wamba dans RCD/ML et devenu plus tard cofondateur de PUSIC

<sup>11</sup> N'Sanda Buleli L., *Ethnicité et « géopolitique » au Maniema(RDC)*, L'Harmattan, Paris, 2005, p.1

<sup>12</sup> Human Right Watch, « Le fléau de l'or: République démocratique du Congo », 2 juin 2005

De ce qui précède, il y a lieu de comprendre, au-delà des raisons liées à la gestion des terres, que les considérations d'ordre économique ont été pour beaucoup dans l'exacerbation de la violence en Ituri. Outre ces relations d'affaires, les affinités sociologiques ont favorisé les rapprochements de différents acteurs nouant ainsi des alliances pour leurs entreprises guerrières. En effet, MBUSA NYAMWISI a du rapproché et tissé des alliances avec certains officiers Ougandais à travers le « *kihanda* », association culturelle Nande qui s'étend de l'Ouganda en RDC. Tandis que TIBASIMA MBOGEMU, lui, s'est rapproché des officiers Ankole à travers son origine historique et linguistique du Royaume de Bunyoro en Ouganda. Ces rapprochements socioculturels et l'aspiration aux ressources naturelles expliqueraient la dynamique des actions belliqueuses en Ituri.

### **3 ANALYSE DE LA DYNAMIQUE DES CONFLITS ARMES EN ITURI DE 1999 A 2015**

Dans cette section, nous avons pour objectif de repérer les acteurs des conflits armés de l'Ituri et d'analyser leurs dynamiques. Parlant de leurs dynamiques, nous nous intéressons à leurs objectifs, leurs ressources, leurs stratégies, leurs argumentations et les discours justificatifs de leurs actions. Les acteurs ainsi identifiés sont internes et externes, étatiques et non étatiques.

#### **3.1 DYNAMIQUES DES ACTEURS NON ÉTATIQUES**

Parlant des acteurs non étatiques, nous nous référons à tous les groupes armés qui ont participé d'une façon ou d'une autre aux conflits armés en Ituri. Comment ils sont nés ? Quels étaient leurs objectifs ? Comment ils se sont développés ? Il s'agit principalement de : RCD-K/ML, FLC, UPC, FRPI, FNI, COGAI et MRC.

##### **3.1.1 RASSEMBLEMENT CONGOLAIS POUR LA DÉMOCRATIE, AILE KISANGANI/ MOUVEMENT DE LIBÉRATION (RCD-K/ML)**

###### **3.1.1.1 CRÉATION ET OBJECTIF**

Notons que le premier mouvement à transformer Bunia, la capitale de l'Ituri, en bastion politique était l'aile WAMBA du RCD. En effet, après que le collège des membres fondateurs du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) avait décidé de destituer WAMBA DIA WAMBA comme président de ce mouvement rebelle du 02 août 1998, ses parrains les Ougandais avaient résolu de l'établir à Kisangani.

Il se peut que cette résolution fût une stratégie ougandaise pour diminuer l'influence de plus en plus grandissante du Rwanda sur les rebelles Congolais établis à Goma. La proximité de Goma à Kigali donnait beaucoup plus d'avantage à cette dernière capitale qu'à Kampala. A tout moment, semble-t-il, il y avait des injonctions politico-militaires que les dirigeants du RCD recevaient de Kigali qui échappaient à la censure ougandaise<sup>13</sup>.

Cependant, le vrai mobile d'installation du QG de WAMBA-DIA-WAMBA à Kisangani se trouve dans la querelle du leadership à soutenir dans la poursuite de la Guerre contre Laurent Désiré KABILA après l'échec de Kitona et le partage de butin de guerre à la suite de l'exploitation illicite des ressources. Kisangani étant tombé entre les mains du RCD avec l'apport non moins négligeable des troupes Ougandaises, l'Ouganda estimait que le monopole du contrôle de la province Orientale lui reviendrait. L'option était telle qu'il fallait trouver un homme dynamique qui puisse avoir de l'influence au Kasai et à l'Equateur. Certains de nos sources renseignent que pour Kigali, c'était le Docteur Emile ILUNGA non connu dans le milieu Ougandais. Et pour Kampala, c'était WAMBA DIA WAMBA un panafricaniste mieux connu dans le milieu de NARM (National Army Resistance Movement), parti au pouvoir en Ouganda. Par manque de compromis, l'Ouganda décide de retrait de tous ses matériels et armes lourdes de la ville de Goma et de certaines lignes de front ainsi que le déplacement de WAMBA et les fidèles de l'Ouganda à Kisangani.

En conséquence, WAMBA émigra d'abord vers Kisangani et là il créa le 1<sup>er</sup> mars 1999 avec ses parrains la faction rivale du RCD, le RCD-Mouvement de Libération (RCD-ML). Deux mois après, soit au mois de Mai 1999, il a annoncé officiellement les désignations de MBUSA NYAMWISI et John TIBASIMA MBOGEMU comme respectivement administrateurs du Nord-Kivu et de

---

<sup>13</sup> Entretien avec un ancien membre du RCD/ML à Bunia, le 21 mars 2015

la Province Orientale. Officiellement WAMBA DIA WAMBA justifiait son retrait à Kisangani par des raisons sécuritaires. Il se disait se trouver en insécurité à Goma où le Rwanda avait trop d'influence<sup>14</sup>.

### 3.1.1.2 DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DU RCD-K/ML

Le RCD-ML n'a jamais été un mouvement cohérent: tout comme la plupart des rébellions congolaises, il était déchiré par des querelles intestines et un manque de consensus sur ses objectifs. A sa création, ce mouvement dissident avait pour objectif de poursuivre la guerre contre Laurent Désiré KABILA et de conquérir le pouvoir de Kinshasa. Cependant, une fois établi à Kisangani, ce mouvement politico-militaire s'est plutôt plus préoccupé de contrôle du Nord-Est de la République. Une certaine façon de protéger l'aire conquise grâce au concours des forces Ougandaises. Ceci a concerné l'espace territorial allant de Kanyabayonga dans le Nord Kivu au territoire d'Aru dans la province de l'Ituri.

Peu après son arrivée à Bunia, l'autorité de WAMBA fut remise en cause par le commissaire général de son parti, Antipas MBUSA NYAMWISI, et par l'adjoint de ce dernier, John TIBASIMA. Originaire de la province du Bas-Congo, WAMBA était considéré comme un étranger en Ituri; MBUSA, un Nande du Nord-Kivu, et TIBASIMA, un Hema de l'Ituri, n'eurent donc guère de mal à l'évincer. Ces deux communautés représentaient sur le plan économique les deux groupes ethniques les plus influents de cette nouvelle zone d'influence. De cette querelle de leadership naquit le RCD-K/ML en avril 2000.

En plus de l'affaiblissement du mouvement rebelle, cette rivalité politique a eu aussi comme effet d'intensifier le ressentiment ethnique local en Ituri. D'un côté, la plupart des jeunes locaux dans les milices dominées par NYAMWISI et TIBASIMA ont déserté et sont rentrés dans leurs propres communautés en emportant leurs armes. De l'autre côté, les tensions entre les communautés Hema et Lendu étaient attisées par l'incertitude grandissante au sujet du poids politique relatif de chacune d'elles dans les accords entre les différentes factions du RCD-K/ML.

En juillet 2000, des commandants Hema de l'APC lancèrent une mutinerie pour protester contre ce qu'ils percevaient comme la position pro-Lendu de WAMBA, prenant alors le nom de Force mobile Chui (FMC). WAMBA s'empressa d'attribuer cette révolte à TIBASIMA. Étant donné non seulement que la FMC était le précurseur de l'Union des Patriotes Congolais (UPC), mais qu'elle avait aussi amené Thomas LUBANGA sur le devant de la scène. En effet, le commandant BAGONZA fut le premier à se mutiner avec ses troupes, attaquant les postes de l'APC à Nyankunde et à Marabo. D'autres commandants Hema dont TCHALIGONZA NDURU et Floribert KISEMBO rejoignirent BAGONZA dans son maquis, de même que Bosco NTAGANDA, un Tutsi congolais de l'APC. Ils collaborèrent avec Yves KAHWA, chef coutumier de la chefferie de Bahema-Banywagi en territoire de Djugu. C'est à Mandro, chef lieu de cette chefferie que la FMC établit son état major. Ce lieu devint plus tard le principal centre d'entraînement de l'UPC. Bien que son objectif ait été de destituer WAMBA, la FMC n'était dotée ni d'une structure organisationnelle claire, ni d'un leader unique<sup>15</sup>.

Lors de la mutinerie de la FMC, WAMBA DIA WAMBA essaya de suspendre Mbusa et Tibasima, les accusant de trahison. Il s'ensuivit une nouvelle série de négociations entre les trois hommes qui, cette fois-là, fut non seulement facilitée par l'Ouganda, mais aussi par le Mozambique et la Tanzanie. De retour à Bunia, cependant, MBUSA-réputé pour son sens aigu de la politique-sabota rapidement l'accord de Kampala. Il se servit de ce qui restait du bataillon formé au camp de Nyaleke dans le Nord Kivu pour lancer une attaque contre la résidence de WAMBA.

Si la fracture au sein du RCD a été l'effet de la compétition entre le Rwanda et l'Ouganda pour le contrôle de Kisangani et le circuit de l'exploitation du diamant et de bois, la crise au sein du RCD-ML a été le résultat des *tactiques divisionnistes* de l'Ouganda. Après seulement un an de lutte militaire contre le régime de Laurent Désiré KABILA, les hostilités entre les sponsors du RCD a engendré la reconfiguration de la rébellion entre une section contrôlée par le Rwanda et une autre contrôlée par l'Ouganda. On aboutit à un découpage du territoire congolais en quatre régions politico-militaires : celle du gouvernement de Kinshasa, celle du RCD/Goma, celle du MLC et celle du RCD-K/ML. Les crises au sein de cette dernière firent que son parrain, l'Ouganda, décida de mandater Bemba du MLC pour y rétablir la cohésion. C'est l'avènement du FLC.

<sup>14</sup> Entretien avec un ancien du RCD-K/ML à Bunia, le 13 juin 2016

<sup>15</sup> Propos d'un de nos enquêtés interviewé à Bunia, le 20 septembre 2015

### **3.1.2 FRONT DE LIBÉRATION DU CONGO (FLC)**

#### **3.1.2.1 CRÉATION ET OBJECTIF**

Le Front de Libération du Congo est une fusion du RCD-K/ML et le MLC, Mouvement de Libération du Congo de Jean Pierre BEMBA. Ce dernier mouvement est aussi l'émanation de l'Ouganda à partir du complexe de la Forestière, une société d'exploitation des bois basée à Kisangani. Il fut concomitamment créé avec le RCD-K/ML en Mai 1999.

Pendant que WAMBA et NYAMWISI continuaient à se disputer le leadership du RCD-K/ML, le 17 janvier 2001, l'Ouganda essaya de reprendre son contrôle sur les événements et de contourner la division interne de ses pions en fusionnant le RCD-K/ML et le Mouvement de Libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba en un nouveau mouvement rebelle, le Front de Libération du Congo (FLC). Wamba refusa d'y adhérer au motif que cette fusion était imposée par l'Ouganda. Il résolut donc de ne pas participer aux actions belligérantes de cette nouvelle coalition. En fait, ce front n'engagea aucun combat contre aucun ennemi identifié.

Cependant, on reconnaît à ce front l'initiative de la pacification de l'Ituri. Laquelle tentative de pacification eut lieu au stade Amani de Bunia entre les communautés Hema et Lendu. Après l'attaque de Bunia par les miliciens Lendu en janvier 2001, l'effort de la pacification de ces communautés s'avéra vain car, les tueries à grande échelle continuèrent à l'intérieur et dans la périphérie de Bunia.

Les deux autres principaux leaders du RCD-K/ML, MBUSA et TIBASIMA, étaient d'accord pour adhérer à ce front. Son quartier général fut établi à Béni. L'Ouganda s'était engagé à appuyer cette nouvelle alliance rebelle dans la lutte contre le gouvernement de Kinshasa.

#### **3.1.2.2 DYNAMIQUE STRUCTURELLE ET FONCTIONNEMENT DU FLC**

Pour ce qui est de son organisation, BEMBA a été désigné, président. Mbusa devint coordinateur exécutif, et TIBASIMA secrétaire général en charge du secteur minier. Autrement dit, les trois hommes se virent confier des fonctions pratiquement identiques à celles qu'ils avaient assumées lorsque le RCD-K/ML avait été transféré à Bunia. LUBANGA, cependant, fut pour ainsi dire « promu » en devenant secrétaire général adjoint en charge de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Cependant, vers juin 2001, des affrontements éclatèrent entre les milices de MBUSA et le FLC. Ces affrontements forcèrent les soldats ougandais qui, selon les autorités ougandaises, étaient prêts à se retirer, de se redéployer en vue de « désamorcer le conflit grandissant ». L'Ouganda s'efforça d'apaiser ces tensions en organisant des rencontres entre les différentes factions du FLC à Kampala, en donnant à NYAMWISI et à Bemba le contrôle de certaines régions et en reconnaissant NYAMWISI comme le leader du RCD-K/ML. Le RCD-K/ML devait reprendre le territoire jadis sous contrôle de Wamba s'étendant de Beni-Lubero, Ituri et Haut-Uélé. Le MLC de Bemba rentra à l'Equateur. Une nouvelle ère s'ouvrit en RDC après la mort de Laurent Désiré KABILA.

Au cours de cette période, Mbusa s'était déplacé vers l'Afrique du sud. Il nous paraît que ce retrait fut stratégique car, à la même période les données politiques en RDC vont changer. Avec la mort de Laurent Désiré Kabila, on constate une évolution rapide dans les négociations politiques. Kinshasa a semblé accélérer le processus de pacification avec l'accord de cessez-le-feu de Lusaka, prélude au dialogue de sun city de 2001. Déjà à cette époque, l'UPC était en mal de positionnement dans les négociations. Pendant que les autres négociaient selon le principe « gagnant-gagnant », selon une de nos sources<sup>16</sup>, l'UPC s'était vu écartée de la table de négociation de Kampala. Cependant, ce fut le MLC qui dut négocier le poste attribué à Lubanga. Malgré cela le RCD-K/ML n'avait pas manqué d'ourdir d'autres plans pour anéantir les actions de l'UPC.

Le FLC ne fut qu'un bref interlude dans ce qui devenait un conflit de plus en plus divisé. En juin 2001, des troupes fidèles à Mbusa, qui complotait à distance, lancèrent une attaque contre Bemba à Beni, le forçant à prendre la fuite. Une fois de plus, certains officiers avaient porté maints fortes aux forces de Mbusa. Les affinités culturelles et les intérêts économiques avec la frontière de Kasindi auraient également favorisé cette alliance de fait. Ayant chassé Bemba de Beni, Mbusa voulait désormais le forcer à quitter Bunia. Pour ce faire, il chercha à forger une alliance avec Lubanga. Le rôle de Tibasima dans ces

---

<sup>16</sup> Entretien avec Djokaba à Bunia, le 22 juin 2016

développements fait l'objet d'une controverse; en effet, il quitta rapidement Bunia pour se consacrer aux pourparlers de paix en Afrique du Sud et finit par obtenir le ministère de l'Aménagement urbain au sein du gouvernement de transition<sup>17</sup>.

Les troupes de Bemba se retirèrent de l'Ituri en novembre 2001. À peu près au même moment, Mbusa nomma Lubanga nouveau ministre de la Défense RCD-K/ML. Pour le cofondateur de l'UPC, Lonema, cette nomination signifiait la reconnaissance politique de l'UPC<sup>18</sup>. Ce qui n'était pourtant pas l'intention de Mbusa qui tenait à ce que Lubanga ne se serve de l'étiquette UPC pour constituer un contre-poids politique à ses visées de la possession du monopole de puissance en Ituri et dans le territoire de Beni-Lubero. Lorsqu'il devint évident qu'il voyait Lubanga davantage comme un chef de fil sans pouvoir réel, leurs relations se détériorèrent rapidement. Ayant tiré parti des conflits au sein, d'abord, du RCD-K/ML et, ensuite du FLC, Lubanga était désormais prêt à exploiter les tensions grandissantes entre le RCD-K/ML et le gouvernement ougandais.

Si les querelles entre élites politiques devinrent une importante caractéristique du conflit en Ituri, la violence armée resta un instrument clé pour régler ses comptes et déjouer ses rivaux. Alors que les principaux belligérants entamaient des pourparlers de paix en Afrique du Sud en 2002, et que la rivalité régionale entre le Rwanda et l'Ouganda gagnait en intensité, l'Ituri se retrouva traversée par des courants contraires, avec des conséquences catastrophiques.

### 3.1.3 FORCE DE RÉSISTANCE PATRIOTIQUE DE L'ITURI (FRPI) ET FRONT NATIONALISTE INTÉGRATIONNISTE

Cette section met l'accent sur le front des nationalistes intégrationnistes (FNI) et la force de résistance patriotique en ituri (FRPI), deux mouvements établis formellement fin 2002 et qui tous deux émanent des milices lendu. Si le FNI s'est en grande partie transformé en parti politique en 2005, la FRPI continue à ce jour de résister à toute intégration au sein de l'armée nationale.

#### 3.1.3.1 CRÉATION ET OBJECTIFS DU FNI ET DE LA FRPI

C'est en avril 1999 que les violences, à proprement parler, éclatèrent dans le territoire de Djugu, dans la concession de Leyna située entre Linga et Kpandroma, dans le secteur de Walendu Pitsi. Des villageois Lendu accusèrent Singa Kodjo, propriétaire Hema de Leyna, d'avoir étendu sa concession de manière illégale jusque sur des terres voisines appartenant à des Lendu. La façon précise dont les événements s'enchaînèrent ensuite reste contestée, mais il semblerait que Kodjo ait demandé aux forces militaires de l'UPDF de protéger sa concession contre l'envahissement des populations locales, à majorité Lendu.

L'émergence et la trajectoire des milices Lendu dans la campagne de Djugu et Irumu doivent être envisagées dans le contexte de l'absence de l'autorité de l'Etat évoqué ci-haut. Les leaders de ces groupes qualifient leurs actions de résistance populaire contre toute forme d'agression soit-elle étrangère ou interne.

Pour les représentants Lendu de tout le territoire de Djugu, les milices Lendu constituaient à leurs débuts un mouvement d'«autodéfense populaire». Comme l'a déclaré un leader local, il y avait « une forte résistance, mais pas d'organisation solide ». Dans leur mode opératoire, ils recourraient volontiers à des pratiques traditionnelles (*tambours de guerre*) pour organiser des attaques des villages. Quiconque démontrait sa force sur le champ de bataille était automatiquement reconnu « commandant », tandis que les autres étaient de simples « combattants ». Au sein de la quasi-totalité de ces groupes à Djugu et Irumu, on conte l'histoire de ces combattants qui, motivés par un « esprit de revanche », se munirent d'abord d'armes rudimentaires telles que machettes ou lances, avant de disposer d'armes à feu qu'ils avaient prises sur les dépouilles de soldats ougandais ou de combattants Hema<sup>19</sup>.

On sait néanmoins que la querelle de leadership au sein du RCD-K/ML a favorisé les jeux d'alliances entre différents groupes armés actifs en Ituri pendant la période sous examen. Dans leurs luttes pour le pouvoir d'Etat et la conservation de leurs influences politiques sur les autres, chaque leader politique a fait recours au potentiel humain de sa communauté constituant ainsi une force armée contre les ennemis identifiés au départ dans les communautés historiquement rivales. Tels furent les cas du FNI et de la FRPI composés des combattants Lendu montés contre les Hema, leurs voisins.

<sup>17</sup>Entretien mené auprès de Lokpari, un ancien membre du bureau politique de l'UPC Bunia, 22 octobre 2015

<sup>18</sup> Entretien mené auprès de Lonema Richard, un ancien membre du bureau politique de l'UPC Bunia, 26 octobre 2015

<sup>19</sup> Entretiens menés dans le cadre de Projet Usalama avec Akobi C., 14 août 2012 ; Ngabu Wele, 23 août 2012 ; Bahati Ngabu E., 31 août 2012 ; et Augustin Lobo Nyinga, 16 décembre 2012 (tous à Bunia).

### 3.1.3.2 DÉVELOPPEMENT DE LA FRPI DANS LE TERRITOIRE D'IRUMU

Il est difficile de définir précisément la zone qui était placée sous le contrôle des milices Lendu. Outre Kpandroma et Rethy, qui restèrent entre les mains des Lendu pendant tout le conflit, la plupart des récits de Lendu de Djugu soulignent la nécessité de fuir sans cesse d'un lieu à un autre. On sait cependant que la région de Mongwalu était protégée par les APC qui y exploitaient de l'or avec le RCD-K/ML. Dans cette région, Mbusa aurait fait cantonner la plupart des miliciens recrutés dans le milieu Lendu. Grâce à l'aérodrome s'y trouvant, il leur fournissait des armes et munitions. De là ainsi que d'autres localités telles Lipri et Nyangarayi, certains Lendu se rendaient à Mbau pour passer à l'initiation guerrière.

Mbau ne servait pas seulement de centre d'entraînement militaire, mais aussi de sanctuaire de purification et d'invincibilité<sup>20</sup>. Le recours à des rites magico-mythologiques n'est pas nouveau dans les pratiques ancestrales Lendu comme Hema. Dans certaines circonstances, la consultation des dieux est perçue comme une obligation des humains à communiquer avec les morts. C'est ainsi par exemple que les Lendu érigent de petites cases sur les tombes de certaines notabilités avec espoir de souvent communiquer avec elles. « *Les morts ne sont pas morts, elles sont sources de vie* ».

L'accord de Sun City fut signé le 19 avril 2002, en Afrique du Sud. Mbusa y avait pris part pour le compte du RCD-K/ML, ouvrant ainsi la voie à un gouvernement congolais de transition. Dans un contexte marqué par la hausse des pressions internationales et des relations hostiles avec le Rwanda, Kampala effectua des manœuvres consistant à rétablir les relations avec Kinshasa tout en assurant un contrôle continu des zones du nord-est occupées par l'Ouganda. Symbolisant cette politique de la corde raide, le gouvernement ougandais décida d'abord de faire arrêter Lubanga et de le transférer à Kinshasa lorsqu'il se rendit à Kampala pour y mener des négociations en juin ; le gouvernement ougandais se rangea ensuite du côté des mutins fidèles à Lubanga et contribua à chasser le gouverneur Lompondo de Bunia au mois d'août.

C'est dans cette dynamique du développement politique en RDC que ces groupes armés ont tissés des alliances en vue de la continuité des luttes armées en Ituri. En effet, après que les troupes du RCD-K/ML aient été attaquées par les mutins pro LUBANGA, certains leaders Lendu dont Mathieu Ngudjolo, ainsi que le Dr Baudouin Adirodu et Floribert Ndjabu, avaient battu retraite vers Béni, jadis quartier général du RCD-K/ML<sup>21</sup>. De là, ils montèrent avec Mbusa et le gouvernement congolais des stratégies de la reconquête de l'Ituri<sup>22</sup>. Vu la polarisation des combats dans le district, ils considérèrent les milices Lendu comme des alliés naturels dans leur démarche visant à vaincre l'UPC dominée par les Hema.

Grâce au soutien considérable que leur accordèrent les gouvernements congolais et ougandais pendant la première moitié de 2003, le FNI et la FRPI remportèrent toute une série de victoires militaires contre l'UPC. Cependant, au mois de juin, les combats s'étaient tellement intensifiés qu'une force d'intervention multinationale dut être envoyée à Bunia. L'Ouganda s'étant retiré de l'Ituri au mois de mai et le nouveau gouvernement de transition à Kinshasa étant favorable à l'intervention, les milices Lendu se retrouvèrent de nouveau en grande partie livrées à elles-mêmes.

Le FNI et la FRPI ont maintenu leur influence dans les territoires de Djugu et d'Irumu. A djugu, le FNI a contrôlé d'une façon permanente tous les milieux Lendu ouvrant le corridor vers la partie nord du lac Albert. Il a aussi, avec l'appui du RCD-K/ML conquis et contrôlé la région minière, principalement la cité minière de Mongwalu. Outre ses activités guerrières dans ces deux territoires, sa présence était aussi signalée à Mahagi dans la chefferie de Pandoro à Nyoka, à Amé en chefferie de Djukoth et à Mahagi centre dans la chefferie de Warpalara.

La FRPI a étendu son influence de la chefferie de Walendu Bindi jusqu'aux territoires voisins des Hema sud à Bogoro, des Bira dans la chefferie des Andisoma à Nyankunde et en co-actions avec le RCD-K/ML et FNI à Bunia.

---

<sup>20</sup> Entretien mené avec Lobo Nyinga A., Bunia, 16 décembre 2012.

<sup>21</sup> CPI, « Situation en République démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo : Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut », 18 décembre 2012, paragr. 411, disponible sur <http://www.icc-cpi.int>, consulté le 26 décembre 2015

<sup>22</sup> CPI, déposition de Ndjabu, 30 mars 2011, p. 45, disponible sur <http://www.icc-cpi.int>, consulté le 26 décembre 2015

### 3.1.4 UNION DES PATRIOTES CONGOLAIS (UPC)

#### 3.1.4.1 CRÉATION ET ÉMERGENCE DE L'UPC

##### A. CONTEXTE DE LA CREATION DE L'UPC

Face à l'imbricatio né de la querelle de leadership au sein du RCD-K/ML et la montée des violences en Ituri, Lubanga résolut de transformer l'UPC de mouvement politique en mouvement politico-militaire.

Pour l'UPC, face à la visée expansionniste Nande matérialisée par l'ascension et l'influence politique de Mbusa dans le RCD-K/ML, il fallait s'organiser politiquement en vue de faire le contrepoids à ce leader du Nord Kivu, province voisine à celle de l'Ituri. C'est ainsi qu'ils résolurent de créer ce cadre d'expression politico-militaire dénommée « Union des Patriotes Congolais ». L'objectif étant de libérer le peuple de l'Ituri du joug des envahisseurs internes et externes et de conquérir le pouvoir politique.

Le 17 avril 2002, dans un meeting populaire, Lubanga accusait Mbusa d'avoir vendu l'Ituri au gouvernement congolais, préparé une emprise de pouvoir Nande à Bunia et pris parti pour les Lendu dans le conflit interethnique. Peu de temps après, des troupes fidèles à Lubanga organisèrent une autre mutinerie au sein de l'APC. Elles réussirent à diviser Bunia en deux, une zone étant contrôlée par Lubanga, et l'autre, par Mbusa<sup>23</sup>. Bunia resta dans cette impasse d'avril jusqu'en août 2002. L'instrumentalisation des sentiments ethnistes, les massacres ciblés et l'absence de l'autorité de l'Etat devinrent une excuse pour justifier l'action de l'UPC contre le RCD-K/ML.

##### B. EMERGENCE ET ACTIONS DE L'UPC

La deuxième mutinerie au sein de l'APC marqua le retour sur le devant de la scène des commandants qui avaient été à l'origine de la précédente mutinerie de la FMC. Après avoir suivi un entraînement à Kyankwanzi (nouvelles recrues) et Jinja (officiers), la plupart d'entre eux avaient été envoyés dans la province de l'Équateur pour rejoindre la branche armée du MLC. Après plusieurs mois passés à se battre pour Bemba, les militaires se sentirent de plus en plus frustrés. Ils savaient que leurs frères Hema continuaient de mourir dans les affrontements interethniques en Ituri et avaient le sentiment que le MLC se servait d'eux « comme des chiens »<sup>24</sup>. Après l'éclatement du FLC dans le nord-est du Congo, ces militaires placés sous le commandement de Floribert Kisembo se rebellèrent dans la province de l'Équateur, exigeant d'être renvoyés en Ituri. Bemba céda et les laissa rentrer à Bunia, où ils se rangèrent du côté de Lubanga.

Dans cet intervalle de temps, le gouvernement de Kinshasa se mit à toiser l'Ituri. En avril et mai 2001, Mbusa s'était rendu deux fois à Luanda, la capitale de l'Angola, d'abord pour s'entretenir avec les Angolais, qui se rangeaient du côté du gouvernement congolais, puis pour rencontrer Joseph Kabila, devenu Président de la RDC en janvier 2001 après l'assassinat de Mzee Laurent Désiré Kabila. Lorsque les troupes de Mbusa attaquèrent Bemba à Beni en juin 2001, il avait donc déjà commencé à changer de camp, espérant devenir « l'homme de Kinshasa dans le Nord-Est » au fur et à mesure que le processus de paix s'accélérait.

La déclaration de Lubanga du 17 avril 2002 eut lieu deux jours avant que Mbusa n'avalise l'Accord de Sun City, qui préparait le terrain à l'instauration d'un gouvernement de transition. En outre, à la mi-2002, le Président Museveni avait entamé des pourparlers avec le gouvernement congolais, en grande partie du fait de l'hostilité grandissante entre l'Ouganda et le Rwanda. Dans ce contexte, Mbusa a joué un rôle utile de facilitateur entre les gouvernements ougandais et congolais.

En juin 2002, l'Ouganda invita Lubanga à Kampala pour débattre de l'impasse dans laquelle se trouvait Bunia. Peut-être dans l'espoir de démontrer leur bonne disposition à l'égard du gouvernement congolais, les Ougandais, à la grande surprise de tous, placèrent alors Lubanga en détention avec plusieurs membres de sa délégation avant de les envoyer à Kinshasa par avion<sup>25</sup>. Cette arrestation aggrava la crise en Ituri. Se méfiant des intentions de l'Ouganda, le chef Kahwa et le conseiller en charge de la sécurité de Lubanga, Richard Beiza menèrent des négociations avec le Rwanda et obtinrent son appui militaire.

<sup>23</sup> CPI, « Affaire le Procureur c/ Thomas Lubanga », paragr. 1089;

<sup>24</sup> Entretien mené auprès de Lonjo, un démobilisé de l'UPC ayant combattu en Centre Afrique aux côtés des troupes de Bemba, Bunia le 28 octobre 2015

<sup>25</sup> Entretien avec Djokaba, un ancien proche collaborateur de Lubanga, Bunia, le 14 janvier 2016

Un des rapports du conseil de la Sécurité des Nations Unies en fait cas <sup>26</sup>: « le Rwanda approvisionne les mutins au moyen de parachutages sur leur centre d'entraînement à Mandro ».

Cette nouvelle alliance a entraîné une nouvelle donne politique compliquant le processus de la pacification de l'Ituri et intensifiant les luttes armées. Par ricochet, la thèse selon laquelle « la présence des ressources naturelles et des identités ethniques sur le territoire d'un Etat est belligène » peut être confirmée. En effet, le Rwanda avait tout intérêt de s'allier à l'UPC pour des évidentes raisons que dans leurs querelles de leadership régional, il lui fallait diminuer l'influence ougandaise dans la région et avoir accès aux mines d'or et autres ressources naturelles tel le pétrole.

Après avoir pris le contrôle de Bunia en août, l'UPC commença également à planifier l'attaque de Mongbwalu, une cité minière du territoire de Djugu connue pour ses mines d'or qui était encore détenue par l'APC<sup>27</sup> et des milices Lendu. C'est la bataille pour Mongbwalu qui convainquit le commandant de l'APC Jérôme Kakwavu d'allier ses forces à celles de l'UPC, marquant ainsi un tournant pour le groupe. Parallèlement, Kakwavu avait été chargé de la région aurifère de Durba dans le Haut-Uélé, mais il avait été contraint de se retirer dans le territoire d'Aru en raison des attaques lancées par le MLC et le RCD-N. après une bataille qui dura six jours, du 18 au 24 novembre 2002, Mongbwalu finit par tomber entre les mains de l'UPC.

Cependant, dans l'évolution de son action de résistance et de conquête des territoires, l'UPC a connu des fractures internes, s'est confronté aux forces diverses et aussi s'est alliées à d'autres. De l'UPC naquirent le PUSIC (parti pour l'unité, la sauvegarde et l'intégrité du Congo) et l'UPC/KISEMBO. Elle s'est opposée au FIPI (Front pour l'Intégration et la Paix en Ituri) et, dans la dynamique de pacification de l'Ituri et le processus de Démobilisation, Désarmement et intégration des groupes armés de l'Ituri au sein des forces armées de la RDC, s'est alliée au Mouvement Révolutionnaire Congolais(MRC) et à la Coalition des Groupes Armés de l'Ituri (COGAI).

Si les querelles entre élites politiques devinrent une importante caractéristique du conflit en Ituri, la violence armée resta un instrument clé pour régler ses comptes et déjouer ses rivaux. Alors que les principaux belligérants entamaient des pourparlers de paix en Afrique du Sud en 2002, et que la rivalité régionale entre le Rwanda et l'Ouganda gagnait en intensité, l'Ituri se retrouva traversée par des courants contraires, avec des violations massives des droits de l'homme dont les actes de crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

## **3.2 DYNAMIQUES DES ACTEURS ÉTATIQUES**

### **3.2.1 GOUVERNEMENT DE KINSHASA**

C'est à partir de 1998 que la RDC a fait objet d'agression de la part du Rwanda et de l'Ouganda. Cet acte d'atteinte à la souveraineté étatique devait appeler le pouvoir en place à prendre des dispositions d'Etat en vue de recouvrer son autorité sur l'ensemble du territoire national.

L'intervention militaire du gouvernement de Kinshasa est à inscrire dans son objectif de la recherche de la sauvegarde de l'intégrité territoriale, la reconquête des espaces sous occupation rebelles, bref la recherche de l'affirmation de sa souveraineté.

Cependant, outre le recours à la force, à la déstabilisation des groupes armés par des dissensions internes, le gouvernement a eu à recourir aussi à la stratégie de l'instrumentalisation des vellétés ethnicistes. Il a tissé des alliances et contre-alliances avec différents groupes armés de l'Ituri selon que les circonstances les exigeaient pourvu qu'il atteigne ses objectifs.

Pendant l'agression, bien que le gouvernement de Kinshasa ait joué un rôle tout à fait mineur en Ituri jusqu'en avril 2002, il s'est efforcé d'obtenir plus d'influence dans la région après la signature de l'accord de Sun City. Ce changement d'attitude pourrait s'expliquer par la volonté de reprendre le contrôle des ressources naturelles dans la zone occupée par ses alliés militaires, le RCD-K/ML et la FRPI. Ces ressources naturelles concerneraient entre autre le pétrole du graben Albertine. C'est justement dans cette zone qu'opère encore la FRPI.

Face au pouvoir grandissant de l'UPC, souligne le rapport de Human Right Watch, Kinshasa avait renforcé la FRPI par l'entremise du RCD/KML (APC). Ce dernier a équipé, formé et ravitaillé cette milice dans les camps de Nyaleke à Beni et à

---

<sup>26</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport spécial sur les événements de l'Ituri », paragr. 29;

<sup>27</sup> APC est la branche armée du RCD-K/ML. Après de sa défection du RCD-K/ML, Jérôme KAKWAVU a eu à créer les FAPC, Forces Armées du peuple Congolais

Aveba, pour faire face aux alliances UPC-RCD/Goma-Kigali. Kinshasa fournissait à l'APC des armes et de l'expertise militaire pour mettre fin à la guerre de l'Ituri<sup>28</sup>.

### 3.2.2 OUGANDA (UPDF) ET RWANDA

A travers son armée, les UPDF, l'Ouganda a créé et soutenu militairement et politiquement tous les groupes armés locaux de l'Ituri. Sa finalité a été très stratégique et économique. En effet son objectif était :

1. d'éloigner loin de ses frontières les ADF/NALU et les éléments de la LRA ;
2. de confirmer son leadership dans la région de grands lacs ;
3. d'étendre sa zone d'influence ;
4. d'exploiter les ressources économiques et stratégiques.

Pour se faire il lui a fallu recourir aux luttes armées. Cependant pour éviter la thèse d'agression, Kampala dut adopter la stratégie de la création de plusieurs groupes armés. En exploitant leurs différends ethniques, il a su maintenir son influence dans la région opposant les uns aux autres.

L'Ouganda avait décidé, en janvier 2003, d'appuyer la création de la FIPI, une plate-forme initialement politique qui regroupait des factions politiques de toutes les communautés ethniques en Ituri, notamment le FNI un parti Lendu présidé par Floribert NJABU, le PUSIC, le parti du chef Kahwa Mandro, le FPDC un parti dominé par des Alur et des Lugbara et dirigé par Unencan.

L'implication rwandaise dans les conflits armés de l'Ituri est manifeste à travers l'appui en logistique et formation des officiers de l'UPC et du PUSIC. D'après un rapport du conseil de sécurité de l'ONU, Lubanga aida le gouvernement rwandais à fournir des armes à la PRA (People's Redemption Army, un mouvement anti-Museveni, dirigée notamment par l'ancien commandant du secteur, Kyakabale, de l'UPDF), qui était basée dans la zone de Kpandroma, contrôlée par les Lendu<sup>29</sup>. Il est tout aussi vrai que, plus d'une centaine de combattants de l'UPC furent formés au Rwanda entre septembre et décembre 2002, notamment à la manipulation des armes lourdes que le Rwanda avait fournies à l'UPC. Le 6 janvier 2003, l'UPC rendit cette alliance officielle en signant un accord formel avec le RCD-Goma, soutenu par le Rwanda, qui, contrairement à l'UPC, participait aux pourparlers de paix nationaux. Les nouveaux partenaires « insistèrent sur l'urgence et la nécessité d'intégrer » l'UPC dans l'Accord global et inclusif de 2002.<sup>30</sup> Cet accord démontra que « Kampala, après avoir passé des années à manipuler la situation ethnopolitique en Ituri, avait enfin perdu le contrôle de ses alliés ».

La figure ci-dessous résume la dynamique des conflits armés en province de l'Ituri tel que ci-haut décrite :

<sup>28</sup> Curvelier J. et Marysse S., « les enjeux économiques du conflit en Ituri », in rapport de Human Right Watch, annuaire 2003-2004

<sup>29</sup> Conseil de sécurité de l'ONU, « Rapport spécial sur les événements d'Ituri », janvier 2002-décembre 2003, 16 juillet 2004, paragr. 29

<sup>30</sup> BBC Summary of World Broadcasts, « DR Congo: Goma, Bunia rebels sign alliance agreement » (citant la RNA, l'agence de presse rwandaise, à Kigali), 7 janvier 2003.



## 4 CONCLUSION

Tout est parti des oppositions armées entre le gouvernement de Laurent Désiré Kabila, le gouvernement ougandais et rwandais. Ces deux derniers gouvernements ont créé des mouvements rebelles pour évincer L.K Kabila du pouvoir et exploiter les ressources économiques. L'Ituri s'est vu ainsi pris en étau entre trois rebellions : le RCD/Goma, le RCD-K/ML et le MLC. En juin 1999, un conflit éclate à Djugu entre un concessionnaire Hema et les agriculteurs Lendu. L'absence de l'autorité de l'Etat contribue négativement à l'amplification de ces conflits. Entre temps il y a vaste campagne de résistance contre ce que le gouvernement de Kinshasa a appelé « invasion tutsi-hima ».

Les différentes flèches indiquent les différents types d'interactions entre ces différents acteurs. Dans leurs actions belliqueuses, ces acteurs étatiques ont créé des groupes armés. Au total, six groupes et quatre regroupements armés (FLC, FIPI, MRC, COGAI) ont vu jour et se sont développés. De tous ces groupes armés de l'Ituri, l'UPC et le FNI se réclament originels. Le FRPI est l'émanation du gouvernement de Kinshasa avec Dr Adirodu. Les trois autres (PUSIC, FAPC et FPDC) ne sont que des créations stratégiques ougandaises en vue de la fragilisation de l'UPC. Ces acteurs ont entretenu entre eux des alliances et des oppositions stratégiques pourvues de se maintenir et atteindre leurs différents objectifs.

Dans cette dynamique, les conflits armés entre les groupes armés de l'Ituri se sont transformés au conflit armé contre les FARDC et la MONUSCO avec de nouveaux enjeux : intégration des groupes armés, accès aux postes stratégiques de commandement et institution d'une région militaire en District de l'Ituri.

Il a été question dans cet article d'analyser la dynamique des conflits armés en Ituri de 1999 à 2015. Notre objectif était de présenter le contexte de l'émergence de ces conflits armés et d'analyser sa dynamique. Pour y arriver, nous nous sommes servis de la méthode géopolitique, des techniques documentaires et d'entretien pour collecter les données et celle d'analyse de contenu pour l'interprétation des résultats.

Ainsi nous avons abouti aux résultats suivants :

1. Par son essence, tout conflit armé implique l'opposition des groupes sur des terrains plus ou moins mieux connus d'eux et sur lesquels ils ont des raisons d'opérer pour se maintenir. Nous avons identifiés plusieurs acteurs des conflits armés ayant opéré et qui opèrent en Ituri. Parmi eux les acteurs non étatiques et les acteurs étatiques. Parmi les acteurs non étatiques, nous citons : UPC, FNI, FRPI, PUSIC, FPDC, FAPC, RCD-K/ML, MLC.
2. Le conflit dont question sous étude a fait son émergence dans un contexte d'Etat fragile où les alliés régionaux et internationaux de Laurent Désiré Kabila avaient parié la fin de son régime. Après le coup d'Etat manqué en juillet 1998, la déclaration de la rébellion du RCD/Goma en août 1998, la dissension du RCD en 1999, le conflit a surgi et s'est développé en Ituri de juin 1999 à ce jour.
3. Dans la dynamique de ces conflits, les différents groupes armés locaux ont eu à tisser et retisser des alliances parfois contre nature pourvu qu'ils se maintiennent assurant ainsi leur pérennité tel la FRPI.
4. Il a été montré que le gouvernement de Kinshasa comme celui de l'Ouganda ont produit, détruit, reproduit, construit, déconstruit et reconstruit des rebellions-résistances armées afin d'atteindre chacun son objectif. Pour la RDC, il fallait à tout prix recouvrer la souveraineté de l'Etat en recourant aux moyens régaliens dont les armes et la diplomatie ; l'Ouganda quant à elle, en construisant et en reconstruisant les rebellions avait pour objectif de maintenir son contrôle sur les ressources stratégiques et économiques de l'Ituri.

Analyser les dynamiques des conflits armés en Ituri ne suffit pas pour mieux comprendre sa persistance. Les vraies raisons sont parfois cachées au fond de l'abîme. Dans la prochaine apparition, nous tacherons creuser à fond les enjeux de ces conflits.

## REFERENCES

- [1] Curvelier J. et Marysse S., « les enjeux économiques du conflit en Ituri », *in rapport de Human Right Watch*, annuaire 2003-2004
- [2] Luntumbwe M., « Groupes armés, conflit et gouvernance en Afrique de l'Ouest : une grille de lecture », *Note d'Analyse du GRIP*, Bruxelles, 27 janvier 2012
- [3] Tsumbu Gboro et SIMBA AKOKOLA, « enjeux socio-économiques du conflit interethnique et restauration de l'autorité de l'Etat en Ituri », *in Revue de l'IRSA*, n°14, août 2009
- [4] FREUND, J., *Qu'est-ce que la politique?*, Ed. du Seuil, Coll. Points, Paris, 1967
- [5] N'Sanda Buleli L., *Ethnicité et « géopolitique » au Maniema(RDC)*, L'Harmattan, Paris, 2005
- [6] *BBC Summary of World Broadcasts*, « DR Congo: Goma, Bunia rebels sign alliance agreement » (citant la RNA, l'agence de presse rwandaise, à Kigali), 7 janvier 2003.

- [7] Conseil de sécurité de l'ONU, « *Rapport spécial sur les événements d'Ituri* », janvier 2002-décembre 2003, 16 juillet 2004, paragr. 29
- [8] Human Right Watch, « Le fléau de l'or: République démocratique du Congo », 2 juin 2005
- [9] Mwayila Tshiyembe, *Autopsie des conflits armés en Afrique selon l'approche stratégique-polémologique*, disponible sur [www.fcsuan.org](http://www.fcsuan.org), consulté le 31 décembre 2015
- [10] Chretien J.P., « Géopolitique de l'Afrique, région des Grands Lacs », disponible sur <http://www.diploweb.com-géopolitiquedel'afrique,régiondegrans-Lacs>. Consulté, le 15 novembre 2015
- [11] Malinowski B., « Les dynamiques de l'évolution culturelle, 1941 », disponible sur : [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques des sciences sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques%20des%20sciences%20sociales/index.html), consulté le 10 juin 2016
- [12] Boulada J.P., « conflits armés en Afrique : classification, causes et alternatives », disponible sur <https://www.survie67.free.fr>, consulté le 21 juin 2016
- [13] CPI, « Situation en République démocratique du Congo, Affaire Le Procureur c. Mathieu Ngudjolo : Jugement rendu en application de l'article 74 du Statut », 18 décembre 2012, paragr. 411, disponible sur <http://www.icc-cpi.int>, consulté le 26 décembre 2015
- [14] CPI, déposition de Ndjabu, 30 mars 2011, disponible sur <http://www.icc-cpi.int>, consulté le 26 décembre 2015.